



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-72
Séance du 9 décembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le neuf décembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau

Absents ayant donné procuration : M. Oudinot pouvoir à M. Perez, Mme Torrandell pouvoir à Mme Berard, Mme Vilaplana pouvoir à M. Caizergues

Absents excusés : M. Deyrat, M. Huber

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Berard

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 17

Absents : 3

3 décembre 2021

Procurations : 3

Votants : 20

Objet : Création de postes dans le cadre du dispositif du parcours emplois compétences

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui expose :

Le dispositif du parcours emploi compétences a pour objet l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

La mise en œuvre du parcours emploi compétences repose sur le triptyque emploi-formation-accompagnement : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Les personnes sont recrutées dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. Ce contrat bénéficie des exonérations de charges appliquées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi.

Ce dispositif, qui concerne, notamment, les collectivités territoriales et leurs établissements, prévoit l'attribution d'une aide de l'Etat allant jusqu'à 65% du SMIC par contrat sur une base de 30h hebdomadaires.

Il est proposé de créer cinq emplois dans le cadre du parcours emploi compétences dans les conditions suivantes :

- 1 poste d'animateur au centre de loisirs
- Durée du contrat : 9 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 30 heures
- Rémunération : par référence au grade d'adjoint d'animation, échelon 1

- 1 poste d'animateur au centre de loisirs
- Durée du contrat : 9 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 35 heures
- Rémunération : par référence au grade d'adjoint d'animation, échelon 1

- 1 poste d'animateur au centre de loisirs
- Durée du contrat : 9 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 27 heures 50 minutes
- Rémunération : par référence au grade d'adjoint d'animation, échelon 1
- 1 poste d'animateur au centre de loisirs
- Durée du contrat : 6 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 29 heures
- Rémunération : par référence au grade d'adjoint d'animation, échelon 1
- 1 poste d'agent d'entretien et de restauration
- Durée du contrat : 9 mois
- Durée hebdomadaire de travail : 30 heures 19 minutes
- Rémunération : par référence au grade d'adjoint technique, échelon 1

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité :

- décide de créer cinq postes dans le cadre du dispositif emploi compétences dans les conditions précitées ;
- autorise M. le maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires pour ces recrutements

Lavérune le 9 décembre 2021

Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 4.2.3